

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE : DE L'EMPRISE DES GOÛTS À L'APPRÉHENSION DES RISQUES

PRÉSENTATION

L'alimentation a toujours fait l'objet d'interrogations dans l'opinion publique, largement relayées dans les médias. Toutefois, depuis plusieurs années, la succession de crises sanitaires en Europe et le développement des pathologies liées à l'alimentation entraînent une plus grande acuité de ces débats : changements des processus de production des produits, normes d'étiquetage, peurs et dégoûts alimentaires, risques sanitaires d'ordre toxicologique et nutritionnel, rôle des pouvoirs publics et des acteurs privés en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de santé... Les recherches en sciences sociales menées au sein du département des Sciences sociales de l'INRA (SAE2) sur la consommation alimentaire contribuent à clarifier les enjeux de ces débats. Elles s'attachent en particulier à identifier les mécanismes de la décision alimentaire et à en dégager les conséquences pour les politiques publiques : comment s'effectuent les arbitrages d'achat entre prix, caractéristiques et goût des produits ? De quelle façon les ménages prennent-ils en compte les risques dans leur alimentation ? Quelles sont les réponses possibles des pouvoirs publics face aux risques sanitaires et nutritionnels, et leurs effets attendus et aussi inattendus ?

Ce dossier fait suite à une journée sur la consommation alimentaire, organisée par le CORELA pour le département des Sciences sociales (SAE2) de l'INRA, le 18 octobre 2005. Il s'adresse à toutes les personnes concernées par les enjeux de la consommation alimentaire en termes d'analyse des choix individuels et de politiques publiques d'alimentation et de santé et notamment aux professionnels, aux décideurs et aux chercheurs. Il présente des travaux appliqués issus principalement de recherches en économie, histoire et sociologie conduites au sein du département SAE2, ou en collaboration avec des statisticiens et des nutritionnistes d'autres départements de l'Institut ou d'autres organismes. Comme les pratiques alimentaires sont le résultat d'un très grand nombre de déterminants économiques et sociaux que l'étude spécialisée ne suffit pas à expliquer, il revient à chaque discipline de les replacer dans l'étude d'ensemble de la consommation, et dans celle plus générale des modes de vie et des goûts. Ce faisant, l'étude de la consommation alimentaire peut servir d'exemple pour appréhender les enjeux présents dans d'autres dimensions de la vie économique et sociale (environnement, santé, pauvreté, ...).

Les contributions sont centrées sur deux thèmes principaux, l'emprise des goûts et l'appréhension des risques. Dans un premier temps, on aborde l'identification des goûts des consommateurs face aux contraintes du marché. Une étude de cas historique à partir des approvisionnements alimentaires à l'École de Saint-Cyr au 18e siècle s'attache à expliquer la dynamique des consommations en confrontant les hypothèses sociologique, économique et médicale. On y rencontre le poids des contraintes sociales dans la décision alimentaire, montre la difficulté de la formaliser dans sa dynamique et donc de prédire des comportements à long terme, puis interprète les changements en termes de recommandations diététiques, ce qui ouvre une piste de réflexion sur l'efficacité des relais de l'information nutritionnelle. Une enquête sociologique sur les végétariens

met en évidence que le végétarisme ne saurait se réduire à un choix moral : c'est un fait social important qui entretient d'étroites relations avec les conditions de vie, les aspirations sociales, la formation des goûts. L'analyse économique des préférences est abordée sous plusieurs aspects méthodologiques et prolongée par des pistes de réflexion sur les options de politiques alimentaires. Les méthodes de l'économie expérimentale ont pour but d'inciter les individus à révéler leurs consentements à payer dans un environnement où l'apport d'information est contrôlé. Elles peuvent être appliquées à différents types de produits (aliments contenant des OGM, vin, Champagne, ...). La modélisation des comportements de consommation, en prenant en compte les caractéristiques des biens, permet d'analyser la très grande variabilité des choix des consommateurs et de leurs déterminants. Enfin, une étude s'appuyant sur des travaux nutritionnels et économiques éclaire la place limitée des préférences lorsqu'elles sont confrontées à de fortes contraintes budgétaires et montre que la hiérarchie des prix relatifs est particulièrement défavorable pour les populations pauvres. Ces résultats conduisent à s'interroger sur l'impact éventuel d'une politique de régulation par les prix des aliments sur l'alimentation des ménages pauvres.

Dans un second temps, la consommation alimentaire est envisagée sur le plan des risques sanitaires et nutritionnels. Est interrogée tout d'abord la figure du consommateur et ses perceptions du risque, telles qu'elles sont appréhendées par les principaux acteurs des crises sanitaires (pouvoirs publics, médias, industriels, recherche...). Suit la présentation d'une méthode visant à repérer les populations les plus exposées aux risques, et permettant d'émettre des recommandations ciblées sur les individus à partir de données de ménages. L'application au cas de la présence de méthylmercure dans les poissons met en évidence une exposition supérieure pour les jeunes enfants. Enfin, les deux dernières recherches présentées prennent l'obésité comme champ d'application et s'interrogent sur les conséquences nutritionnelles des choix alimentaires. Une étude portant sur l'attention au corps et au poids fournit une nouvelle illustration de la différenciation sociale des consommations alimentaires. Elle montre que les femmes des catégories populaires sont les plus touchées par l'obésité, bien qu'elles ne soient pas coupées des normes corporelles dominantes. L'attention au corps et au poids augmente en même temps que la proximité aux classes moyennes et au monde du travail, et décroît à mesure que la situation des femmes se précarise. La dernière présentation porte sur l'analyse économique des politiques de taxation et d'information visant à modifier la qualité nutritionnelle des choix alimentaires. Prenant l'exemple de l'obésité, elle montre que la principale source d'inefficacité de politiques non ciblées est l'existence d'une grande hétérogénéité des caractéristiques individuelles. Elle permet d'orienter la réflexion sur la relation entre politiques alimentaires et nutritionnelles et les interventions à mettre en place, telles que des politiques d'information ciblées sur les populations à risque, ou des politiques de taxation ou de subvention des produits sur les lieux de restauration collective.

Martin Bruegel, France Caillavet, Anne Lhuissier